

« Si Joseph Kabila demandait (une dérogation), il serait sûr de ne pas l'obtenir »

Bob KABAMBA

70 Au décompte de la Monusco, une septantaine de groupes armés subsisterait dans l'est de la RDC.

Le calendrier électoral devra être revu en RDC

« Le risque d'une guerre civile est réel »

La situation reste extrêmement tendue en RDC, après les violences de cette semaine à Kinshasa : le spectre de la guerre civile réapparaît...

● **Philippe LERUTH**

Un calme précaire est revenu à Kinshasa, mais la tension est loin d'être retombée en République Démocratique du Congo (RDC).

« La situation est toujours aussi explosive, analyse Bob Kabamba, avec d'un côté une population qui exige du changement, et qui, même au Katanga, la province d'origine du président Kabila, ne lui manifeste plus le moindre soutien. Et, en face, un président qui, fort de l'approbation de la Cour constitutionnelle, entend bien rester au pouvoir au-delà du 20 décembre, terme normal de son mandat. On risque donc d'avoir de nouvelles manifestations pour exiger son départ ; d'assister à une répression de plus en plus musclée de ces manifestations ; et de voir à nouveau des morts, comme on en a vu des dizaines, cette semaine, à Kinshasa ».

Le « risque de retour à une guerre civile, comme celle qui a ravagé le Congo dans les années 1990 est réel », poursuit le directeur de la Cellule d'appui politologique en Afrique centrale (Capac) de l'ULg, qui séjourne actuellement en RDC.

Car le pays reste, comme alors, miné par une violence endémi-

que, essentiellement dans l'est, où des bandes armées continuent à semer la mort en Ituri, ou au Nord et au Sud-Kivu.

« La Monusco (N.D.L.R. : Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo) a recensé une septantaine de groupes armés actifs, ou susceptibles d'être réactivés dans le pays, poursuit Bob Kabamba. Et on sait que des hommes politiques de Kinshasa sont en relation directe avec certains de ces groupes armés. Ils seront donc peut-être tentés de les réactiver, pour ajouter au chaos, et tenter d'en retirer profit ».

Le président Kabila, lui, peut tirer avantage de la division de l'opposition, dont une partie, groupée autour de Vital Kamehpe, a accepté le « dialogue national » qu'il proposait, et qui a conclu à l'impossibilité d'organiser une élection présidentielle cette année, comme le prévoyait le calendrier électoral, et une autre partie, rassemblée derrière Étienne Tsishekedi et, dans une moindre mesure, Moïse Katumbi, qui réclament la tenue du scrutin, ou, à tout le moins, le départ à la date prévue du président en exercice depuis... 2001.

« Une élection présidentielle à la fin décembre, c'est déjà pratiquement chose impossible, note Bob Ka-

bamba. La Commission électorale nationale indépendante (Céni) aurait déjà dû la mettre sur rails ; l'organiser en trois mois n'est pas possible. Reste alors la possibilité d'ouvrir une période transitoire ».

Mais qui piloterait cette période de transition ? L'opposition souffre d'un handicap, rappelle le professeur de science politique à l'ULg : « la plupart de ses leaders faisaient partie de la majorité présidentielle, et ont donc leur part de responsabilité dans la gestion du pays. Seul, Étienne Tsishekedi a toujours été dans l'opposition, mais l'homme est âgé ». Et en mauvaise santé, dit-on.

Quant à Moïse Katumbi, son enrichissement personnel au Katanga est un handicap pour lui. « Et il lui faut élargir son audience : l'appui de l'UDPS, le parti de Tsishekedi lui est indispensable pour acquérir un statut national ».

La seule solution viendrait-elle alors d'un calendrier électoral redéfini (cf. ci-dessous) par la communauté internationale ? ■

« Des hommes politiques de Kinshasa sont en relation directe avec certains groupes armés. »

«Le poids de l'Église catholique»

Comment enrayer le scénario du pire en RDC ? En reconstruisant la démocratie par la base, c'est-à-dire au niveau local, et en n'attendant plus de solution miracle d'un «homme providentiel», installé à la tête du pays ?

«Des élections provinciales ont déjà eu lieu, et la pratique politique ne s'est pas montrée meilleure au niveau provincial qu'au niveau national, pose Bob Kabamba. Ajouter une couche locale n'y changera rien : un des grands problèmes de la RDC est que les hommes politiques ne se considèrent pas comme des élus d'un parti, mais comme des re-

présentants de leur tribu, dont ils servent les intérêts. Parfois, dans deux districts voisins, des candidats de partis concurrents sont élus, mais vont travailler ensemble au bénéfice de leur tribu commune : il n'y a pas de gouvernance nationale».

Une seule force paraît pour l'instant en mesure de s'opposer à la montée de violence, «c'est l'Église catholique, influente dans tout le pays, et dont les plus hauts représentants ont exprimé clairement leur préférence pour un processus électoral normal».

Normal, ou plutôt redessiné

par la communauté internationale, note encore l'analyste politique : «elle seule pourra imposer un calendrier politique praticable pour 2017, que toutes les parties congolaises en présence n'auront de choix que de l'adopter».

La démarche passe par une prise en charge du dossier congolais au conseil de sécurité, insiste Bob Kabamba : la détermination des États-Unis à voir s'organiser la succession de Joseph Kabila pousse dans cette direction, «mais le langage de l'Union Européenne a évolué dans le même sens depuis un certain temps déjà : tou-

tes les forces extérieures apportent leur soutien à un processus démocratique en RDC». ■

Phi. Le.

«Une règle unanimement acceptée»

Quel bilan laissera Joseph Kabila ? «En 2001, le pays était balkanisé, avec des mouvements rebelles, comme celui de Jean-Pierre Bemba à l'ouest, ou le RCD à l'est, qui menaient une guerre civile sans pitié, rappelle Bob Kabamba. Aujourd'hui, les choses se sont améliorées : les Congolais peuvent voyager en sécurité de Kinshasa à Goma ».

Mais, poursuit l'analyste, «si la RDC va mieux, elle ne fonctionne pas bien : il subsiste une violence endémique dans l'est du pays (cf. ci-dessus) ; il reste à établir une bonne gouvernance, et la Justice ne fonctionne pas. Et il subsiste une grande misère sociale : de nombreux Congolais ne mangent toujours pas à leur faim ».

Fallait-il pour autant limiter à deux le nombre de mandats possibles pour le chef de l'État ? Au Rwanda et au Burundi voisins, les présidents en place ont fait sauter la barrière constitutionnelle.

«La règle n'a pas été imposée à la RDC, ce sont les acteurs congolais qui l'ont proposée», rappelle Bob Kabamba. Mais

si Paul Kagame a pu modifier la donne en cours de partie, pourquoi le refuserait-on à Joseph Kabila ?

«La différence entre eux, c'est la gouvernance : le Rwanda s'est développé, et les Rwandais ont approuvé cette modification constitutionnelle par référendum. En RDC, si Joseph Kabila la demandait, il serait sûr... de ne pas l'obtenir» !

Phi. Le.